

Assemblée plénière ATTAC France 12 août, Fribourg.

Introduction : l'objet de la réunion est de faire un tour d'horizon des campagnes d'ATTAC, des différentes mobilisations (banques, G20, thématique de l'eau, campagne européenne). L'enjeu est aussi de dresser un état des lieux et un état des discussions de l'ENA. L'idée est enfin de favoriser des discussions et retours sur le déroulement des activités de l'ENA. Quelles leçons tirer, par exemple, des confrontations culturelles au sein des universités d'été d'ATTAC ?

Thomas Coutrot : Nous entrons dans la troisième phase de la crise débutée en 2007 : après avoir éclaté aux Etats-Unis (EU), rebondi avec la crise de la dette en Union Européenne (UE), la crise repart aux EU, avec des difficultés budgétaires et un début de panique sur les marchés financiers. La zone de fortes turbulences laisse présager un nouveau krach sur les semaines à venir. Les acteurs de la finance se rendent compte de l'absence de filets de sécurité pour les Etats, qui ne peuvent plus venir en aide au secteur financier, du fait d'un endettement jugé trop important par les agences de notation. L'impression domine que la période actuelle offre une opportunité historique aux classes dominantes pour déconstruire ce qui a été cédé en matière d'Etat social au cours des décennies précédentes : la crise peut être utilisée pour porter un coup fatal à l'Etat social au nom de la survie dans la jungle de la mondialisation. L'instrument aujourd'hui mis en avant par les Etats et les élites économiques pour démanteler l'Etat social c'est la dette publique, comme source de profit pour le secteur financier, aujourd'hui hégémonique dans la sphère économique. Les cotisations sociales et les impôts deviennent une source de profit : cinquante milliards d'euros représentent le service annuel de la dette, qui alimente les rentes des possesseurs de capitaux. Au niveau du financement des Etats s'opère un transfert massif des richesses du travail vers le capital. La crise de la dette concentre les enjeux majeurs de la politique sociale, économique et démocratique : sur cette dernière question, l'histoire de la récente lettre secrète de Trichet-Draghi à Berlusconi est éloquente et symptomatique : le courrier propose un plan de rachat des obligations espagnoles et italiennes sur les marchés secondaires en échange de privatisations et de nouvelles attaques contre le droit du travail, indépendamment de tout débat démocratique.

La campagne électorale française sera nécessairement centrée sur ces thématiques financières. Il est peu probable que le débat puisse encore être dominé par les questions sécuritaires, d'identité nationale etc... La question désormais majeure est de savoir comment préserver le « AAA » de la France. UMP comme PS veulent paraître les plus crédibles dans la sauvegarde de la note de la France, Hollande parlant d'austérité de gauche par la taxation des riches. Pour la première fois, les thèmes centraux d'ATTAC seront au cœur de la campagne présidentielle. ATTAC doit être audible dans cette situation, alors qu'il s'agit d'une question de civilisation, alors qu'il s'agit de faire triompher la démocratie dans le bras de fer qui l'oppose aux marchés financiers.

L'atelier sur « ATTAC en 2012 », organisé à l'ENA le 11 août, a été assez riche sur le sujet. Une première idée serait d'organiser un congrès fin janvier début février autour du thème « dette et démocratie ». Un évènement national avec des acteurs sociaux nationaux et internationaux, et des intellectuels reconnus dans le domaine, serait organisé pour examiner comment traiter démocratiquement la question de la dette, en réfléchissant aussi aux conséquences de cette mainmise des marchés financiers sur la démocratie. L'enjeu est bel est bien de « reconquérir les espaces perdus par la démocratie ». Deuxième idée, il faut un cadre unitaire large pour penser un audit citoyen de la dette publique. Comme l'a souligné Mariana

Mortagua, d'ATTAC Portugal en plénière cet après midi, l'audit de la dette est discuté au Portugal, en Espagne, en Grèce. En France, il faudrait pouvoir y procéder en sollicitant notamment les membres fondateurs d'ATTAC pour mettre en discussion la dette publique, aider les citoyens à comprendre d'où elle vient et quelles sont les alternatives à mettre en place. Il s'agit de co-construire une démarche au niveau national mais aussi au niveau local. Les premières indications montrent qu'un éventail assez large de forces peut s'y retrouver.

Frédéric Lemaire, du CA d'ATTAC : a pris en charge la campagne sur l'austérité, portant notamment sur les projets européens en préparation. Il rappelle que le contexte européen se caractérise par des plans d'austérité frappant à peu près tous les pays européens, en condensé des politiques néo-libérales combattues par ATTAC depuis plus de dix ans (retraites, privatisation des services publics, flexibilisation du marché du travail, démantèlement de la protection sociale...). Les ateliers ont permis de voir combien les diagnostics étaient partagés entre les militants des différents pays européens, alors que les réformes ne sont pas toutes imposées de la même manière : dans certains pays, surtout au Nord de l'Europe, les réformes tombent au goutte à goutte, dans d'autres pays, au Sud ou en Irlande, on est plus proche d'une thérapie de choc. La réforme des retraites française fait partie de ces politiques d'austérité.

Quelles perspectives peut-on dresser pour la campagne européenne ? Il faudrait évidemment une meilleure coordination des luttes au niveau européen. Au niveau national, on continue la lutte contre les mesures qui se profilent (règle d'or budgétaire pour inscrire dans la constitution l'équilibre budgétaire), avec notamment le projet d'audit citoyen de la dette. Le 15 octobre a lieu une journée d'action globale européenne. Il y a aussi la conférence de la coalition of resistance, organisée à Londres le 01/10. Une vidéo grand public pourrait ainsi être faite sur la crise européenne et les plans d'austérité en Europe. Cela permettrait de mieux mettre en échec les discours officiels.

Juliette Rousseau - ATTAC siège : Lancée début 2011, la campagne « A nous les banques » fait suite à une première tentative de campagne en 2010 qui avait un peu été mise sous le boisseau du fait du mouvement contre la réforme des retraites. Cette campagne a été lancée avec les Amis de la Terre. Dans ce cadre, ATTAC a organisé une formation banque en avril 2011, qui a été très dynamique, puis un atelier très constructif sur les banques à la CNCL, permettant aux comités locaux de faire part de leurs expériences. La campagne banque comprend des objectifs de court terme et des objectifs de long terme (à plus d'un an) : dans un premier temps, comme les banques sont des acteurs importants pour comprendre la crise, le travail sur les banques permet de construire des outils d'éducation populaire. Dans un second temps, et sur long terme, il faut travailler à l'émergence de banques alternatives et à la socialisation du système bancaire. Un questionnaire a été envoyé aux banques sur les thématiques finance et spéculation, pratiques commerciales, environnementales et managériales. Les banques ont été interpellées sur le sujet, de manières diverses, par des comités locaux d'Attac. Au plan national huit banques sur dix ont répondu. CIC et BPCE, deux banques qui se revendiquent du secteur coopératif, n'ont pas répondu. La Société Générale et la BNP Paribas sont les deux premières à avoir répondu (!!). Un premier rapport, produit sur la transparence des réponses, est sorti dans la presse en juin. Suite à cela, certaines banques ont précisé leurs réponses. Un second rapport, portant sur le contenu, est attendu pour septembre. Quelle suite donner à cela ? Plusieurs temps de mobilisation sont en ligne de mire, et notamment le G20 de Cannes, prévu les 03 et 04 novembre 2011, où se tiendra un tribunal des banques et de la finance.

Wilfried Maurin : l'agenda international de mobilisations a été déterminé à Dakar : G20, Durban, forum alternatif mondial de l'eau, RIO +20, Forum social mondial en 2013... Le

premier temps fort correspond au G20, les 3 et 4 novembre à Cannes. ATTAC a prévu une mobilisation du 1er au 4 novembre à Nice. Les Alpes Maritimes étant le laboratoire sécuritaire de Sarkozy, il est plus réaliste de se mobiliser sur Nice. Une manifestation internationale sera organisée le premier novembre pour enterrer la finance, des animations seront prévues les jours suivants, avec les ateliers. Les 25 et 26 mai derniers, il y a eu une manifestation de sept mille personnes au Havre, ce qui était respectable vu les délais d'organisation et compte tenu du fait que les manifestations contre le sommet de l'OTAN à Strasbourg s'étaient mal passées. Des actions sont à mener pendant le sommet. Certains slogans sont à reprendre, comme 'ils sont vingt, nous sommes des milliards...' et peuvent servir de point de départ pour une réflexion. Une caravane de mobilisation est également à organiser, comme ce fut le cas pour le G8. Une mobilisation est prévue à Marseille également pour le G7 finance de septembre. Il s'agit d'accueillir la caravane, préparer les déplacements, notamment pour le déplacement du premier novembre (faire partir des bus depuis la France). C'est aussi une mobilisation large qui est prévue, pour rassembler des organisations au-delà d'ATTAC. Un tribunal des banques et de la finance sera organisé, le 2 ou le 3 novembre. L'idée est également d'avoir une mobilisation des ATTAC d'Europe sur la thématique banque finance le 15 octobre. Il faut aussi faire un travail pour bien présenter et expliquer qui sont les principaux acteurs des marchés financiers. Ces actions du 15/10 se feraient en lien avec les *Indignados*. Des discussions se font actuellement sur la forme des actions à entreprendre.

Geneviève Azam : lors du FSE de Dakar, plusieurs assemblées se sont tenues à l'intérieur du forum. En est sortie l'idée qu'il faut une feuille de route qui établisse les grands événements internationaux pour lesquels la mobilisation doit de se tenir (G8-G20-Durban-Forum de l'eau-Rio+20 en juin 2012). La crise est multiforme, elle a des aspects pluridimensionnels ... mais nous avons du mal à articuler ces domaines. Pour cette raison, nous voulons montrer le lien existant entre ces différents sommets, même si ce ne sont pas exactement les mêmes questions qui sont traitées. Le G20 se tient une semaine avant les négociations internationales sur le climat. Certains pays (riches surtout) rêvent de se débarrasser des accords contraignants décidés dans le cadre de l'ONU, et même de l'ONU comme instance de décision. La stratégie d'ATTAC doit être solide, pour assurer une visibilité au mouvement. Il y a aussi, en même temps, un travail de fond à faire, à poursuivre, concernant notamment les négociations climatiques. ATTAC France doit communiquer sur ces négociations climatiques. Il faut bien articuler le local et le global. Les luttes écologiques et sociales menées en France (transport, transition énergétique et gaz de schiste...) doivent être articulées avec les négociations internationales qu'ATTAC doit continuer à suivre, notamment car ces sujets requièrent une certaine technicité, nécessaire pour entretenir notre crédibilité. L'étude des marchés carbonés doit être reprise, comme celle des rapports Nord-Sud... Une autre lutte également à considérer : celle concernant l'aéroport Notre-Dame des Landes, une lutte locale mais à enjeux nationaux. Il faut aujourd'hui penser autrement la mobilité : de quels types d'aéroport avons-nous besoin... ? Concernant Rio +20, l'évènement est appelé ainsi car il se situe vingt ans après le sommet de Rio de 1992. Ce sommet de 1992 fut un moment important, avec de grands rassemblements qui parurent comme une ébauche du mouvement altermondialiste : il y eut un rassemblement international de mouvements sociaux, avec en plus la naissance de la convention de l'ONU pour le changement climatique, pour la diversité biologique, et la problématique de développement durable, de l'agenda 21. Ces thématiques sont alors devenues des questions politiques. Aujourd'hui, la conscience de la crise écologique est devenue plus aiguë. Ce qui était annoncé devient réel. Lula a tenu à célébrer ce Rio +20 en en faisant un sommet international. Lula parti, il n'est pas certain que cela soit un véritable succès institutionnel. Néanmoins, les principaux mouvements veulent faire un moment de rassemblement populaire, pour en faire un sommet des peuples autour des

questions de justice sociale et environnementale. L'économie verte, abordée aujourd'hui, est un recul par rapport aux notions de développement durable soulevées en 1992. ATTAC se réunit avec la coalition d'ONG travaillant dans le lobbying et l'expertise. ATTAC pourrait avoir à créer une autre coalition, avec des mouvements sociaux comme la confédération paysanne. Mais la présidentielle risque d'occuper les esprits....

Jacques Cambon (Aquatrac et CA d'ATTAC) insiste sur le forum mondial alternatif de l'eau (FAME). L'eau est un droit humain fondamental, un service public attaqué par la privatisation (depuis 1835). En outre, les FMN de l'eau sont des sociétés financières (Veolia, Suez Lyonnaise des eaux), alors que l'eau est un bien commun menacé par le réchauffement climatique. En mars 2012, à Marseille, est organisé un forum mondial de l'eau, soutenu par le gouvernement français, présentant les solutions proposées par les acteurs privés de l'eau. ATTAC décide de se battre en contribuant à la préparation d'un forum alternatif mondial de l'eau qui se tiendra en même temps. Aujourd'hui, le FAME a besoin d'une mobilisation d'ATTAC, dans les comités locaux et les instances nationales. Prochaines réunions : fin septembre à Marseille (24-25 septembre à Marseille).

Pierre Gillette évoque la campagne pour le droit de vote des étrangers. Sur cette question, on espère le passage à gauche du Sénat, tandis que les élections présidentielle et législative permettront d'évoquer la question à nouveau. Et on espère également relancer une campagne européenne sur la citoyenneté européenne de résidence.

Jacqueline Balvet du CA : un rassemblement est organisé fin août à Lézan dans les Cévennes sur la transition énergétique, avec des associations et mouvements divers. Le thème sera traité le 27 août avec trois tables rondes, sur la fuite en avant de la consommation énergétique, les pièges du capitalisme vert et les transitions énergétiques du local au global. Enfin, une table ronde portera sur le nucléaire depuis Fukushima. Des ateliers se tiendront également sur la question de l'eau dans les Cévennes. Cf : Campagneenergetique.org

Un membre des Amis du monde diplo, 4 D et Attac : le problème de la dette n'est pas seulement européen. Pourquoi ne pas faire un tribunal de la dette, où l'on traiterait du caractère global de la question de la dette ? A la veille des élections de 2012, ATTAC pourrait proposer aux comités locaux des conférences débats portant sur la feuille de route d'ATTAC. Il faudrait montrer la diversité et la cohérence des sujets sur la question.

Autre intervention : intervention sur la fragilisation des Etats et de leurs budgets, qui vient de l'insuffisance des recettes fiscales. Par le biais de l'emprunt, les Etats sont jetés dans les bras des marchés et des agences de notation.

Verveine Angeli (CA) : une proposition d'action est actuellement en débat dans le réseau des ATTAC d'Europe, notamment en lien avec la journée d'action appelée par les Indignés pour le 15 octobre. Une action symbolique ATTAC sur les banques serait utile mais ne suffirait pas. La situation sociale sera compliquée à la rentrée, dans un climat social tendu, avec des élections présidentielles proches. Les citoyens manifestent aujourd'hui une forte inquiétude et une grande envie de comprendre. Il faut réfléchir aux initiatives larges à mener, ATTAC doit prendre l'initiative de faire des propositions unitaires.

Sophie Banasiak, de la commission Europe : il faut absolument réfléchir aux questions relatives à la nouvelle gouvernance et au pacte euro. Si, au prochain semestre, est réalisé un travail sur la dette, ce travail ne pourra se passer d'une action sur le Pacte euro +, qui n'est pas

encore adopté (le texte devait passer en juillet initialement, mais passerait plutôt en septembre). Nous devons montrer la légitimité de notre opposition à la «révolution silencieuse», ainsi nommée par Barroso et actuellement en marche. Par rapport aux campagnes sur les questions européennes, nous devons nous rattacher aux thèmes plus globaux (traités européens, illégitimité de la construction européenne,...). Le problème de la dette se rattache à des éléments des traités européens (statuts de la BCE, libre circulation des capitaux, dumping fiscal et social). Il faut traduire dans les campagnes d'ATTAC le travail des comités locaux. Il n'est pas toujours aisé de s'exprimer dans cette université européenne. Aujourd'hui, c'est le même problème sur lequel il nous faut réfléchir. Enfin, il faut être attentifs à l'arrivée des marches espagnoles en France fin août.

Jean-Michel Dupont, CA d'ATTAC : ATTAC sera présent à la fête de l'Huma, avec un espace débat. Dans nos mobilisations, on peut avoir en même temps, une initiative de petits groupes et des initiatives où on rassemble : il n'y a pas d'antinomie entre les deux. Concernant l'initiative du mois de janvier portant sur la dette et la démocratie, les deux devraient être traités de manière égale. ATTAC est un des seuls mouvements qui peut entamer les débats sur ces questions.

Un membre d'ATTAC Bruxelles : encouragements pour le FAME. C'est un mouvement qui obtient des victoires (régie publique de l'eau à Paris, reconnaissance de l'accès à l'eau comme droit humain).

Daniel Hofnung, CA Attac et Aquattac : les questions de paix sont insuffisamment abordées à ATTAC. L'opinion publique s'exprime assez peu sur le sujet, alors que la France est la troisième puissance militaire mondiale, alors qu'en Grèce, puissance militaire également, les plans d'austérité ne sabrent pas le moindre centime dans les dépenses militaires. C'est aussi à ATTAC de dénoncer l'accroissement des dépenses militaires dans un contexte de crise.

Maël Theulière, concernant l'atelier sur les banques de ce matin : l'action envisagée le 15 octobre n'est pas une action en petit nombre. C'est une action de masse, non ponctuelle.

Djilali Benamrane, Colombes : les situations au-delà de la Méditerranée et en Syrie sont graves mais les informations sont occultées par les préoccupations autour de la crise financière. Des actions ont été impulsées par le CA d'ATTAC, par des comités locaux, des ateliers se sont tenus à la CNCL, une réunion a été organisée à Paris sur la question. Comment aller plus loin, en formalisant des relations durables ? La journée mondiale pour l'immigration se tient le 18 décembre, que peut faire ATTAC sur la question ?

Eric : il semblerait que nous soyons atomisés dans plein de combats. Des personnes seraient-elles volontaires pour un groupe de travail sur l'économie distributive, qui voudrait supprimer les inégalités, résoudre l'équation de l'empreinte écologique, résoudre les crises financières ?

Frédéric Viale, CA ATTAC : ATTAC semble, dans le contexte actuel, retrouver ses ambitions. C'est un beau message d'optimisme, mais il faut impérativement il faut relier ces mobilisations avec la question de l'Union Européenne. Nous pourrions sûrement être visibles lors de la campagne qui s'ouvre. Mais sur quelles positions ? Une tribune a été signée par certains membres du CA sur la démondialisation. Or, sommes-nous tous d'accord sur le sujet ? Que dire face aux médias qui nous interrogent sur le sujet ? Une journée de réflexion

devra se tenir au mois de novembre sur la question. Cette journée ne devrait pas être réservée aux seuls membres du conseil scientifique, mais associer aussi les comités locaux et la CNCL.

Rozenn Perrot, Comité de Rennes et CA : rappelle que fin novembre, l'AG d'ATTAC se déroule à Rennes, et qu'elle effacera le mauvais souvenir de l'AG tenue à Rennes en 2006.

Nicolas Haeringer, commission internationale et conseil scientifique : la question des agences de notation pose problème à trois niveaux : au niveau de leurs critères de fonctionnement, de l'absence de débat démocratique sur leur rôle, et de leur influence énorme. Les Etats agissent par anticipation d'une dégradation de la note. Il faut demander la suppression des agences de notation, leur interdiction de noter des Etats. Et créer une agence publique de notation, citoyenne, éventuellement mondiale, pour noter leurs politiques sociales et écologiques.

Maxime Combes, Marseille. Cette crise ne cesse de s'aggraver. Personne ne peut prévoir la situation en Europe dans deux mois... ce qui entraîne des difficultés pour s'engager sur un agenda. Il faut multiplier propositions et initiatives. Il faut une action spectaculaire le 15 octobre, apporter une réponse appropriée à l'appel des indignés espagnols. Il faut semer – peut être dans le désert – pour changer durablement le rapport de force. La question est de savoir ce que nous mettons dans le débat public qui est utile aux indignés, dont nous avons besoin. Deux choses sont présentes aujourd'hui : une réponse à l'exigence de citoyenneté et de démocratie, ainsi qu'une insurrection des peuples qui prennent les places pour faire de la politique.

Abdessalam , 92, Courbevoie : une pétition circule soutenant la déclaration en septembre d'un Etat palestinien. ATTAC s'est mobilisée pour le bateau pour Gaza, ATTAC pourrait, devrait également se mobiliser sur le sujet : non seulement la situation palestinienne est inacceptable, mais en plus, cette action permettrait aussi de redonner du dynamisme et de la confiance dans notre association.

Conclusion de Thomas Coutrot : cette réunion plénière le montre, notre association est rassemblée et en ordre de marche. Nous nous sentons portés par les mouvements, plus qu'il y a quelques mois. Une exaspération citoyenne, une indignation gagnent la société. ATTAC a été parmi les premiers à en analyser les causes. Mais de telles périodes peuvent aussi déboucher sur des catastrophes, les enjeux sont très élevés. Un débat interne à Attac a eu lieu sur l'Europe depuis quelques mois. La question s'est posée de divergences éventuelles. Après un beau travail d'amendement le texte adopté par la CNCL fait consensus entre nous: il faut combiner les luttes au niveau national – où pourront commencer les ruptures - et le combat pour un mouvement social européen. Le débat sur la démondialisation a commencé vivement, mais ce débat pourrait aussi aboutir à un constat de divergences assez limitées au sein d'ATTAC. Un séminaire de débat est prévu sur le sujet cet automne. Mais nos responsabilités sont surtout dans le mouvement social. Aujourd'hui il nous faut être réactifs, attentifs aux tournants de la situation. Des soubresauts continueront à agiter la scène financière et politique, la créativité citoyenne va se manifester comme elle le fait déjà en Espagne et en Grèce. Il nous faut essayer d'apporter des outils d'analyse et de compréhension, de mobilisation aussi, des formes d'action innovantes. Il nous faut être à l'affût des mouvements de la société dans les semaines, les mois qui viennent. Le sort de la civilisation européenne se joue dans la décennie à venir.